



La Commune



Déclaration de La Commune, suite au 9 avril

La Commune

Pour un Parti des Travailleurs

Rarement une réforme n'aura été autant haïe que le projet de loi « travail ». Elle suscite une véritable répulsion dans toute la population. C'est la loi des licenciements. C'est la loi qui substitue au droit du travail, un droit du marché du travail. C'est la loi du retour à des horaires et régimes de travail du XIX^{ème} siècle. C'est la loi qui détruit l'avenir social et professionnel de toute une génération. Dans un seul but : « la compétitivité », c'est-à-dire les taux de profits des « entreprises », du Grand Capital.

Comment une telle loi pourrait finalement être imposée ?

Il y a eu les manifestations du 9 mars, massives et déterminées. Les directions syndicales CGT et FO ont alors considéré qu'il fallait attendre le 31 mars. Ce qui a laissé le temps à Madame El Khomri de déposer son projet au Conseil des ministres. Le 31 mars, la mobilisation s'est élevée à un niveau supérieur. Les directions syndicales CGT et FO ont alors décidé qu'il fallait manifester un samedi, le 9 avril. Puis attendre le 28 avril pour « rebondir ». Ce qui laisse le temps au simulacre de débat parlementaire de se dérouler tranquillement.

Entre les « temps forts », des temps morts ! La lutte des classes ayant horreur du vide : les jeunes se sont mobilisés seuls et ont été exposés aux coups et à une répression policière d'une rare violence, accompagnées de garde à vue et de comparutions immédiates de mineurs. Dans cet interstice, sont apparues, comme par enchantement, des « Nuit debout » où la « contestation globale » remplace le combat pratique pour arracher le retrait de la loi El Khomri.

Or, tout l'indique : il n'y a pas une minute à perdre. Aucun répit ne peut être laissé à un gouvernement qui tient à ce projet de loi comme à la prunelle de ses yeux.

Pour empêcher cette loi de voir le jour, il faut frapper vite et fort, ce gouvernement ne nous laisse pas d'autre choix.

Martinez, Mailly, appelez à la grève générale, maintenant, jusqu'au retrait du projet de loi « travail ». Tous ensemble, en même temps, public-privé, jeunes –salariés. Dans l'unité CGT FO FSU Solidaires et organisations de jeunesse.

Le 10 avril 2016

Modifié le dimanche 10 avril 2016

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

Communiqué :

Nous avons appris l'incarcération de Louisa Hanoune, porte-parole du Parti des travailleurs d'Algérie. En qui nous concerne, nous dénonçons le droit aux mafieux et corrompus qui tentent encore... >>

L'armée contre les manifestants ? À BAS LA RÉPRESSION !

Communiqué Sans aucun doute, la décision gouvernementale d'envoyer les militaires de l'opération Sentinelle , signe-t-elle un aveu de faiblesse. Pour autant, nous n'avons aucune raison de la... >>

ALERTE à toutes, à tous les syndicalistes et défenseurs de nos droits !

Communiqué >>

Appel à une riposte unitaire démocratique

Communiqué HALTE A LA VIOLENCE DE L'ÉTAT – HALTE A LA RÉPRESSION – HALTE A L'ÉTAT D'EXCEPTION – AMNISTIE DE TOUS LES MANIFESTANTS CONDAMNÉS >>

La brèche

Le fait est : le pouvoir a plié face à la lame de fond en gilet jaune. Cette lame de fond, en quelques jours, s'est engouffrée dans la brèche ouverte par LA CRISE DU POUVOIR une crise dont... >>

Notre position : AUCUN SOUTIEN À JEAN-LUC MELENCHON ! ASSEZ DE DIVERSIONS !

COMMUNIQUÉ >>
